



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX

63 Rue d'Emerainville
Batiment C
77453 Marne la vallée cedex 2
77183 Croissy-Beaubourg

Nos Rép. : E125-2650

Hélios : 77_63023

Code AIOT : 0006517332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 de La carrière de matériaux calcaires exploitée par les sociétés CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX à Vaudoy-en-Brie (77). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX
- Lieu-dit Lugins 77141 Vaudoy-en-Brie
- Code AIOT : 0006517332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 15/10/2025 de la carrière de matériaux calcaires 77486001 exploitée par les sociétés CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX à VAUDOY EN BRIE (77), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des actions correctives dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de points de contrôle ci-dessous :

- Eaux de ruissellement - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017 article : 3.3
- Caractéristiques des installations de traitement - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017 article : 1.3.4
- Utilisation des produits explosifs - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2024 article : 3
- Dérogation espèces protégées - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2018 article : 6 et annexe 6
- Dérogation espèces protégées - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2018 article : 8

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de points de contrôle ci-dessous :

- **Dispositions générales** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017 article : 4.1 et 4.1.1.

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Cette carrière est autorisée pour 30 ans, remise en état comprise, à compter du 29 mars 2017.
La remise en état prévue est une remise en état agricole.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1 et 4.1.1.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	15 jours
3	Caractéristiques des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
7	Utilisation des produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 3	/	Demande d'action corrective	15 jours
8	Dérogation espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6 et annexe 6	/	Demande d'action corrective	6 mois
10	Dérogation espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 8	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.3	Sans objet
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.3	Sans objet
6	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.6.2.1	Sans objet
8	Dérogation espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le réseau de dérivation des eaux de ruissellement doit être complété au nord.

Le concasseur primaire et les bandes transporteuses ne sont toujours pas implantés comme prévu par l'arrêté préfectoral de 2017 autorisant l'exploitation de la carrière. Les matériaux sont

transportés par dumpers jusqu'au concasseur primaire CEMEX puis de celui-ci aux installations de traitement de la carrière CEMEX. L'utilisation de bandes transporteuses est également une mesure de réduction des impacts au sens de l'arrêté préfectoral du 16/02/2018 portant dérogation à l'interdiction aux atteintes aux espèces protégées, pour cette carrière.

Les commandes de produits explosifs doivent être ajustées aux besoins et la tenue du registre doit être améliorée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1 et 4.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

... L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit les vibrations et l'impact visuel.

Intégration dans le paysage: L'ensemble du site est maintenu propre ... Les abords de l'installation, placé sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté..... Ne sont stockés sur la carrière que les matériaux à traiter, les matériaux de découverte, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

Constats :

La présence de deux dépôts sauvages de déchets a été constatée lors de l'inspection à l'intérieur du périmètre autorisé de la carrière. Parmi les déchets, figure un réfrigérateur.





Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit évacuer les dépôts sauvages de déchets et fournir un justificatif de leur bonne élimination.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025
Prescription contrôlée : Si nécessaire, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.
Constats : Il n'y a pas de réseau de dérivation des eaux de ruissellement au nord de la carrière. Le nouveau responsable d'exploitation indique que cela sera fait sous la forme d'un fossé à la fin du mois d'octobre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les exploitants doivent détourner les eaux venant du Nord, mais aussi de l'Est pour éviter que l'eau dévale la piste vers la fouille.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Caractéristiques des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.3.4
Thème(s) : Situation administrative, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2025
Prescription contrôlée : Les matériels de concassage primaire et de scalpage en front d'extraction sont semi-mobiles : un groupe primaire pour la société CALCAIRES DE LA BRIE, un groupe primaire et un crible haute énergie pour la société CEMEX Granulats. Les matériaux issus du pré traitement seront acheminés jusqu'aux installations de traitement de CALCAIRES DE LA BRIE et de CEMEX Granulats de PÉCY, régulièrement autorisées, via des bandes transporteuses. Une production maximale annuelle de 1 600 000 tonnes d'équivalent produits finis est autorisée (800 000 tonnes/an sur chaque installation de traitement de PÉCY).

<p>Constats :</p> <p>La situation n'a pas évolué depuis la dernière inspection : les matériaux sont acheminés par dumpers vers le concasseur primaire de CEMEX qui est resté dans la carrière CEMEX de PECY puis ils rejoignent l'installation de traitement CEMEX de PECY par dumpers. Les bandes transporteuses ne sont pas en place.</p> <p>Les exploitants ont déposé un porter à connaissance afin de différer la mise en place des bandes transporteuses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cette prescription correspond également à une mesure de réduction des impacts de l'arrêté préfectoral de dérogation espèces protégées.</p> <p>Les exploitants doivent s'y conformer sans délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel, dont tout particulièrement la pompe d'exhaure, doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée et d'un débitmètre.</p> <p>Le dispositif est relevé toutes les semaines. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan annuel commenté lui est adressé au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il s'agit des eaux d'exhaure qui rejoignent le bassin d'infiltration G. Le relevé est bien fait chaque semaine.</p> <p>Au 13 octobre 2025, le volume prélevé est de 1 828 489 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.2.2.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Piézomètres</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :</p>

Nom piézomètre	Coordonnée x	Coordonnée y	Profondeur de l'ouvrage en m NGF
VAUDOY PZ 1	655780.14	109216.1	113,91
VAUDOY PZ 2	656498.72	109090.85	116,07
VAUDOY PZ 3	656475.41	108247.86	124,93
PÉCY PZ 4 bis	655130.69	107519.42	114,07

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan annexé au présent arrêté.
Un 5^{ème} piézomètre sera implanté au niveau du boisement central.

Constats :

Le 5^e piézomètre a été réalisé.

Le piézomètre vu lors de l'inspection est cadenassé et identifié.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4.1.6.2.1

Thème(s) : Autre, Vibrations

Prescription contrôlée :

Un appareil mesure à chaque tir le niveau de vibration dans les bâtiments des mairies de PÉCY et JOUY-LE-CHÂTEL lors de l'exploitation des phases 1, 2, 6 et 7 et dans les bâtiments des mairies de JOUY-LE-CHÂTEL et VAUDOY-EN-BRIE lors de l'exploitation des phases 3, 4, 5 et 8 à 17. D'autres appareils seront installés au niveau des infrastructures de VERMILION et des habitations les plus proches. Les résultats, les conditions et les caractéristiques de tir sont consignés dans un registre

tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan annuel lui est adressé au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du présent arrêté.

Les mesures de vibrations se font en conformité avec la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, tout particulièrement les § 1.1.2 appareils et 1.1.3 précautions opératoires. Le point de mesure pour le contrôle de la valeur limite est solidaire d'un élément porteur de la structure, situé au-dessus des fondations.

La chaîne des mesures doit avoir une dynamique d'au moins 54 dB et une résolution inférieure à 0,1 mm/s dans la gamme 1 Hz - 150 Hz. Elle doit avoir une précision supérieure à 8 % de la valeur mesurée dans la gamme 2 Hz - 80 Hz.

Constats :

L'inspection prend connaissance du suivi des vibrations depuis début 2025 et constate que les vitesses pondérées sont inférieures au seuil réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Utilisation des produits explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Quantités livrées

Prescription contrôlée :

Le contrôle porte sur les quantités livrées.

Constats :

L'inspection examine le registre à la page du tir du 23 janvier 2025.

L'arrêté d'autorisation d'utiliser des produits explosifs dès réception applicable à cette date est l'arrêté préfectoral 2024 CAB BCS EXP 36 du 15 janvier 2024.

L'inspection constate que les quantités livrées sont inférieures aux quantités permises par cet arrêté et le certificat d'acquisition du 15 janvier 2025.

Toutefois la première ligne mentionne comme seule identification la mention "explosif" ce qui est insuffisant au regard de ce que précise l'arrêté préfectoral 2024 CAB BCS EXP 36 du 15 janvier 2024 et le certificat du 15 janvier 2025 : Nitrate fuel en vrac ou émulsion nitrate fuel encartouché.

L'inspection constate que 975 kg de produits explosifs sont repris en consignation par le fournisseur, alors qu'il n'y a aucun retour de détonateurs. Cela signifie que le tir prévu a bien eu lieu, il a donc été commandé 3 tonnes de produits explosifs pour en retourner 33%.

Enfin le signataire de cette page du registre n'est pas identifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réduire les quantités commandées aux quantités nécessaires.

Mieux tenir le registre, identifier le signataire, lequel doit être l'une des personnes mentionnées par l'arrêté.

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Dérogation espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6 et annexe 6
Thème(s) : Autre, Mesures de réduction des impacts du chantier
Prescription contrôlée : MR2 : Utilisation des bandes transporteuses les matériaux extraits seront transportés par bandes transporteuses (annexe 6 cartographie du tracé des bandes transporteuses) vers les installations de traitement existantes sur le territoire communal de PECY au Sud du projet afin de réduire : - les émissions de gaz à effet de serre; - le dépôt de poussières sur les lisières de boisements et les mares présentes proximité des tracés étudiés ; - le risque d'écrasement des amphibiens, des reptiles et des insectes....
Constats : Cette mesure de réduction n'est pas effective.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Dérogation espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 6
Thème(s) : Autre, Mesures de réduction des impacts du chantier
Prescription contrôlée : ...MR3: Pose de filets barrage de 50 cm de hauteur Des clôtures spécifiques seront mises en place; dans les zones à risques, tout en maintenant les continuités entre les milieux d'hivernage et de reproduction des amphibiens. Le positionnement des clôtures évoluera au fur et à mesure de l'avancée du phasage d'exploitation. La position des filets barrage amphibien sera adaptée chaque année à la situation d'avancement de l'exploitation et à la position des pistes. Elle sera définie annuellement par concertation entre les exploitants et la personne en charge du suivi annuel des filets. (MA1 et MS2).
Constats : Un filet est présent en limite ouest du site à partir de l'extrémité sud de la carrière.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dérogation espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2018, article 8

Thème(s) : Autre, Mesure compensatoire 2

Prescription contrôlée :

Cinq hibernaculums seront créés pour le Lézard vert occidental disposés sur la moitié Sud du site, en limite de la zone d'exploitation dans les bandes non exploitées afin d'améliorer les potentialités d'abris après le défrichement du boisement central.

Cinq hibernaculum pour le suivi de la population du Crapaud commun seront mis en place au niveau du boisement B4.

Constats :

L'exploitant pas commencé à mettre en œuvre cette mesure compensatoire.

Il indique en avoir prévu 5 cette année.

L'inspection lui précise qu'il s'agit d'une mesure compensatoire, les 10 hibernaculums doivent être créés sous 6 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les 10 hibernaculums doivent être créés sous 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois